



Communiqué de presse
Berne, le 4 avril 2022

Un large comité interpartis s'engage en faveur du OUI à la loi sur la transplantation le 15 mai 2022

Plus sûre, plus claire : la modification de la loi sur la transplantation soumise au peuple le 15 mai prochain permettra de sauver plus de vies, tout en garantissant que le don d'organes reste un acte volontaire. Un large comité interpartis a lancé ce lundi 4 avril la campagne en faveur de cette loi, convaincu qu'elle permettra d'augmenter le taux de dons d'organes en Suisse. Les personnes ayant besoin d'une transplantation devront attendre moins longtemps avant de recevoir un organe.

En 2021, 1434 personnes étaient inscrites sur la liste d'attente pour un don d'organe. Chaque semaine, une à deux personnes décèdent en attendant un don d'organe. La nouvelle loi sur la transplantation peut corriger ce dysfonctionnement. Elle entraîne un passage au principe du « consentement présumé ». Autrement dit : toute personne ne souhaitant pas faire don de ses organes après son décès devra désormais le signaler explicitement. Aujourd'hui, c'est le principe inverse qui prévaut : un don d'organes est possible uniquement en présence d'un consentement, par exemple avec une carte de donneur ou des directives anticipées. « Il s'agit d'une solution pragmatique pour répondre à un besoin : augmenter le taux de dons d'organes en Suisse et baisser le temps d'attente pour les personnes ayant besoin d'une transplantation » souligne la co-présidente du comité Flavia Wasserfallen.

Sauver plus de vies

Il y a en Suisse 3 fois plus de personnes en attente d'un organe que d'organes disponibles. En moyenne, les personnes concernées attendent un cœur, un poumon ou un foie pendant environ un an. Le temps d'attente est d'environ trois ans pour un rein. Certaines personnes attendent même plus de sept ans. Pour le directeur général du CHUV Philippe Eckert « ce long temps d'attente a souvent pour conséquence que l'état de santé des patients se dégrade tellement qu'ils se retrouvent presque en fin de vie, avant de recevoir l'organe qui leur sauve la vie. C'est également une peine et une douleur supplémentaires pour les patients et leurs proches. » Un don d'organes peut sauver jusqu'à neuf personnes et augmenter sensiblement leur qualité de vie. « Il est six fois plus probable d'avoir besoin soi-même, ou un membre de sa famille, d'un don d'organes que de pouvoir donner ses organes », appuie la conseillère nationale Les Verts Manuela Weichelt

La plupart des pays voisins ont opté pour la solution dite du consentement présumé et les taux de donateurs ont augmenté. Le conseiller national du Centre Marco Romano : « Bien que 80% de la population suisse soient favorables à un tel don, trop peu communiquent leur volonté. Les listes d'attente sont longues et des personnes décèdent ayant attendu trop longtemps un organe. La politique a réagi et propose cette réforme qui va sauver des vies en valorisant la responsabilité individuelle et la volonté des proches. »

Plus de sécurité et de clarté

Le don d'organes restera un acte volontaire à l'avenir. Les personnes qui ne souhaitent pas donner leurs organes peuvent le signaler explicitement ou en informer leurs proches. Pour le conseiller national UDC Pierre-André Page, il est important de souligner que « le principe du



OUI À LA LOI SUR LA TRANSPLANTATION

consentement présumé au sens large n'est pas un don d'organes automatique. Chaque personne a le choix de s'opposer au don d'organes. » Grâce à la modification de la loi, davantage de personnes exprimeront leur volonté. La loi sur la transplantation permettra à l'avenir de savoir plus clairement qui souhaite donner ses organes et qui ne le souhaite pas.

Le processus strictement encadré et contrôlé du don et du prélèvement d'organes ne change pas. Michel Matter, conseiller national vert'libéral : « L'attribution des organes se fait strictement selon l'ordonnance sur l'attribution d'organes qui est liée à la loi sur la transplantation. Ce point ne change pas. Seuls sont prélevés les organes qui peuvent être attribués à des receveurs. »

Décharger les proches

Le consentement présumé permet de faciliter la décision pour les proches dans le moment éprouvant du deuil, car on sait généralement si une personne ne souhaite pas faire de don d'organes. Si la question du don d'organes se pose, le personnel hospitalier cherchera à s'entretenir avec les proches. La conseillère nationale Regine Sauter il est clair :

« L'entretien avec les proches est maintenu. C'est l'approche qui change. En l'absence de déclaration de volonté, les proches pourront refuser le prélèvement d'organes, de tissus ou de cellules s'ils pensent que cette décision correspond à la volonté présumée du défunt. »

Si les proches parlent une autre langue ou ne sont pas au courant du consentement présumé, ils sont informés en conséquence par les spécialistes et, le cas échéant, par des interprètes. En l'absence de déclaration de la personne décédée et si les proches ne sont pas joignables, aucun don d'organes ne sera effectué.

OUI en faveur de la vie

Cette modification de la loi sur la transplantation est un pas important vers une augmentation du taux de don d'organes en Suisse, tout en respectant la volonté des personnes. « Le don d'organes a sauvé ma vie, témoigne Michelle Hug, transplantée du cœur. Grâce au don d'organes, je mène une vie normale, fais du sport et travaille à 100%. »

Flavia Wasserfallen, co-présidente du comité, conseillère nationale PS BE

Regine Sauter, co-présidente du comité, conseillère nationale PLR ZH

Prof. **Philippe Eckert**, directeur général CHUV

Michelle Hug, transplantée du cœur

Michel Matter, conseiller national Verts'libéraux GE

Pierre-André Page, conseiller national UDC FR

Marco Romano, conseiller national Le Centre TI

Manuela Weichelt, conseillère nationale Les Verts ZG

Pour tout renseignement et demandes médias :

Français : Chrystel Domenjoz, 079 698 29 47, info@loi-transplantation-oui.ch

Allemand : Claudine Esseiva, 078 801 99 99, info@transplantationsgesetz-ja.ch

Italien : Camilla Lafranchi, 091 911 84 89, info@legge-trapianti-si.ch

« Oui à la loi sur la transplantation »

c/o furrerhugi. ag | Schauplatzgasse 39 | 3011 Berne

info@loi-transplantation-oui.ch | loi-transplantation-oui.ch